



# APPEL À LA MOBILISATION

CTN Equipement

Montreuil, le 17 février 2015


**TRACT ÉQUIPEMENT**

## LES CHEMINOTS DE L'ÉQUIPEMENT N'ONT PAS À PAYER LA RÉFORME DU FERROVIAIRE

**Depuis de nombreuses années, les restructurations à répétition visent la pertinence des savoir-faire des cheminots de l'Équipement. Elles ont dégradé leurs conditions de travail et de vie tout comme la sécurité et la qualité du service public.**

**Pour la CGT, la loi portant réforme du ferroviaire ne règle rien et ne répondra pas aux besoins essentiels des populations.**

**Pire, celle-ci prévoit jusqu'à 15000 km de lignes fermées.**

La CGT, depuis le début, a dénoncé le contenu de cette loi et les impacts engendrés sur la maintenance du réseau et par conséquent sur l'ensemble des métiers de l'Infra.

En 1997, sans régler la question de la dette, la création de RFF avait précipité les choses et conduit à une dégradation sous couvert de productivité.

L'état des lieux actuel est une véritable catastrophe, tant les emplois à statut fondent comme neige au soleil et la précarité s'installe. En effet, trop de recrutements se font en Intérim, CDD, et autres. Ce type d'emploi ne garantit pas une continuité professionnelle et encore moins une stabilité des effectifs, laissant de côté les besoins, les compétences et les savoir-faire.

### **Les emplois, solution d'ajustement de la réforme**

L'équipement a perdu près de 4000 emplois en 5 ans. Cette hémorragie n'en finit pas et ce n'est sûrement pas le budget 2015 qui va modifier la donne.

500 recrutements seulement sur SNCF Réseau (si tout va bien) ne redonneront pas des perspectives pour assumer l'ensemble des missions à venir et encore moins celles en retard.

La Direction de l'Infra, malgré les catastrophes ferroviaires de Brétigny et de Denguin, ne change pas sa feuille de route et tend même à amplifier le mouvement. Si les deux dernières années, (toujours en solde négatif entre les entrées et les sorties), ont permis de recruter entre 1200 et 1500 nouveaux cheminots, le passif reste important. Dans la stratégie de l'entreprise, tous les ingrédients ont été mis en place pour diminuer les possibilités d'intervention des agents de l'Infra et permettre le transfert de nos savoirs vers le privé et la sous-traitance.

### **Les conditions de travail et sociales pour les cheminots :**

« Rien ne change » est devenu le slogan mis à toutes les sauces par la Direction. A force de s'en gargariser, cela devient indigeste. Au regard des informations aux CHSCT, la pilule risque même d'être très amère. Cette réforme, présentée comme auto finançable, est une plaidoirie à la productivité illimitée. A ce titre, la Direction est fortement ennuyée avec le contenu du statut tant sur le déroulement de carrière et ses conséquences sur le pouvoir d'achat, sur l'Unité d'Affectation que sur la représentation du personnel. Les grands coups de canif dans la masse salariale rêvée par Pépy pourraient très vite trouver des disciples, appuyés par des organisations syndicales intéressées.



Le RH 0077 disparaît et va faire place à une convention collective, dont on ne connaît pas encore l'étiquette ; ferroviaire ou BTP (Bâtiments Travaux Publics).

La seule chose que nous savons, c'est qu'une éminence grise du MEDEF a été diligentée pour imposer la vision libérale de cette réforme et éviter que les cheminots et les usagers puissent s'en emparer.

Les conditions de travail, négociées en 1999 ne seraient plus de mise et la stricte application d'une convention collective pourrait conduire à des amplitudes de travail au-delà du raisonnable, à des repos et congés à disposition de l'entreprise, etc. Tout ce que le MEDEF rêve depuis les années 35h, y compris la disparition des RTT, Pépy veut le faire !

### **RFF et la réforme du système ferroviaire :**

Dans les années 2000, RFF se plaignait de ne pas avoir à sa disposition des salariés spécialistes du domaine ferroviaire. 10 ans plus tard, c'est chose faite. Sous un camouflé d'un nouvel EPIC (SNCF Réseau) c'est bien le propriétaire des infrastructures qui va prendre les rênes. Or, cet établissement a toujours joué au banquier, plutôt qu'en véritable organisateur du domaine ferroviaire. Comment peut-on imaginer que demain serait autrement ? La ligne de conduite est et restera la recherche de plus de productivité, même si les incidents et accidents continuent à augmenter.

### **La CGT revendique :**

- Une vraie unification de l'ensemble de l'entreprise et cela passe par des établissements multi-activités (EMA) à l'Infra, les seuls à garantir un service public de qualité. Le constat des dysfonctionnements liés à des séparations Voie et Circulation avait été sans appel.
- Des effectifs formés, qualifiés et correctement rémunérés pour assurer toutes les missions d'un service public de qualité. Et particulièrement celles de la sécurité ; car ces dernières ne se décrètent pas en fonction d'une posture économique ou budgétaire, mais bien à partir de référentiels spécifiques de sécurité dans tous les métiers.

**La Fédération CGT des Cheminots appelle à amplifier les mobilisations dans la dynamique de la manifestation du 29 janvier pour exiger ensemble la Voie du Service Public !**

**En ce sens, nous vous proposons de débattre partout sur la possibilité d'intervenir fortement le jour de la consultation du CCE sur la réforme du ferroviaire puis tous ensemble de définir les suites !**

